

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/S/220/Rev.1
5 novembre 2009

(09-5519)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

Rapport du Secrétariat

CHILI

Révision

Le présent rapport, préparé pour le quatrième examen de la politique commerciale du Chili, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au Chili des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Martha Lara de Sterlini (téléphone 022 739 6033), à M. Angelo Silvy (téléphone 022 739 5249) et à M. Raymundo Valdés (téléphone 022 739 5346).

La déclaration de politique générale présentée par le Chili est reproduite dans le document WT/TPR/G/220.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES	vii
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	vii
2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	viii
3) ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES MARCHANDISES	viii
4) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LES ÉCHANGES	ix
5) POLITIQUES SECTORIELLES	x
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	1
1) APERÇU GÉNÉRAL	1
2) ÉVOLUTION MACRO-ÉCONOMIQUE	2
i) Structure et évolution de l'économie	2
ii) Politique budgétaire	6
iii) Politique monétaire et politique de change	8
iv) Balance des paiements	11
3) COMMERCE DES MARCHANDISES ET FLUX D'INVESTISSEMENT	12
i) Composition des échanges	12
ii) Répartition géographique des échanges	13
iii) Commerce des services	13
iv) Investissement étranger direct	13
4) PERSPECTIVES	14
II. POLITIQUE COMMERCIALE ET POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	15
1) GÉNÉRALITÉS	15
2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	15
i) Cadre juridique et institutionnel général	15
ii) Objectifs et formulation de la politique commerciale	17
3) INVESTISSEMENT ÉTRANGER	19
i) Cadre juridique	19
ii) Accords internationaux en matière d'investissement	21
4) RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES	22
i) Organisation mondiale du commerce	22
ii) Accords commerciaux régionaux	24
iii) Autres accords et arrangements	26
III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE	28
1) GÉNÉRALITÉS	28
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	29
i) Procédures, documentation et enregistrement	29
ii) Évaluation en douane	32
iii) Règles d'origine	33
iv) Droits de douane	34
v) Autres prélèvements grevant les importations	39
vi) Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation	41

	<i>Page</i>
vii) Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde	44
viii) Règlements techniques et normes	49
ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires	53
3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS	59
i) Procédures, documentation et enregistrement	59
ii) Taxes et droits d'exportation	60
iii) Prohibitions et restrictions à l'exportation et régimes de licences	60
iv) Avantages tarifaires et fiscaux	61
v) Financement des exportations et garanties à l'exportation	64
vi) Promotion des exportations	66
4) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE	67
i) Établissement et imposition des entreprises	67
ii) Politique de la concurrence et fixation des prix	69
iii) Incitations	73
iv) Entreprises publiques et privatisation	78
v) Marchés publics	79
vi) Protection de la propriété intellectuelle	83
IV. POLITIQUES COMMERCIALES PAR SECTEUR	92
1) APERÇU GÉNÉRAL	92
2) AGRICULTURE ET SYLVICULTURE	93
i) Caractéristiques générales	93
ii) Objectifs de politique et cadre institutionnel	94
iii) Indicateurs de soutien à l'agriculture	95
iv) Instruments de la politique agricole	97
v) Sylviculture	102
3) PÊCHE ET AQUACULTURE	103
4) INDUSTRIES EXTRACTIVES	105
i) Caractéristiques générales	106
ii) Objectifs de politique et cadre juridique et institutionnel	107
5) SECTEUR MANUFACTURIER	110
6) ÉNERGIE	112
i) Caractéristiques générales	112
ii) Hydrocarbures	113
iii) Électricité	115
7) SERVICES	118
i) Caractéristiques générales et engagements multilatéraux	118
ii) Télécommunications	120
iii) Services financiers	122
iv) Transport aérien et aéroports	131
v) Transport maritime et ports	136
vi) Services professionnels	139
BIBLIOGRAPHIE	143
APPENDICE – TABLEAUX	147

TABLEAUX

	<i>Page</i>
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1 Structure de l'économie, 2003-2009	3
I.2 Évolution et structure du PIB par type de dépense, 2003-2009	5
I.3 Finances du gouvernement central, 2003-2009	7
I.4 Principaux indicateurs monétaires, 2003-2009	10
I.5 Balance des paiements, 2003-2009	11
II. POLITIQUE COMMERCIALE ET POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	
II.1 Affaires soumises au mécanisme de règlement des différends de l'OMC auxquelles le Chili a participé, janvier 2003-juin 2009	23
III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Structure des droits NPF, janvier 2009	35
III.2 Analyse récapitulative du droit NPF, janvier 2009	36
III.3 Taxes appliquées aux importations et aux produits nationaux, janvier 2009	41
III.4 Marchandises assujetties aux formalités d'importation	43
III.5 Taux d'intérêt: mécanismes de financement des exportations-CORFO	65
III.6 Panorama général des droits de propriété intellectuelle au Chili, 2009	85
IV. POLITIQUES COMMERCIALES PAR SECTEUR	
IV.1 Estimation du soutien à l'agriculture, 2004-2007	96
IV.2 PIB du secteur manufacturier, prix constants 2003-2008	111
IV.3 Droits accordés aux compagnies aériennes étrangères au Chili	135

APPENDICE – TABLEAUX

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
AI.1 Exportations (f.a.b.) de marchandises par produits, 2002-2008	149
AI.2 Importations (c.a.f.) de marchandises par produits, 2002-2008	151
AI.3 Exportations (f.a.b.) de marchandises par partenaires commerciaux, 2002-2008	152
AI.4 Importations (c.a.b.) de marchandises par partenaires commerciaux, 2002-2008	153
AI.5 Commerce de services, 2003-2008	154
AI.6 Investissements étrangers directs (dans le cadre du DL n° 600) par secteur, 2003-2008	155
AI.7 Investissements étrangers directs (dans le cadre du DL n° 600) par pays d'origine sélectionné, 2003-2008	156

	<i>Page</i>
II. POLITIQUE COMMERCIALE ET POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT	
AII.1 Restrictions à l'investissement étranger	157
AII.2 État des notifications à l'OMC, juin 2009	159
AII.3 Présentation générale des accords commerciaux régionaux en vigueur signés par le Chili, janvier 2009	163
IV. POLITIQUES COMMERCIALES PAR SECTEUR	
AIV.1 Résumé des engagements pris par le Chili au titre de l'AGCS	169

OBSERVATIONS RECAPITULATIVES

1. Le régime chilien du commerce et de l'investissement a conservé ses caractéristiques d'ouverture, de transparence, de prévisibilité et de neutralité intersectorielle. Le Chili applique un droit NPF presque uniforme et accorde le traitement national aux investisseurs étrangers, avec certaines exceptions. Depuis le précédent examen, effectué en 2003, il a adopté des mesures de modernisation douanière et de facilitation des échanges, supprimé certaines impositions à l'importation et subventions à l'exportation, et largement réformé ses systèmes de concurrence, de marchés publics et de propriété intellectuelle. Les accords commerciaux régionaux (ACR) ont continué de jouer un rôle fondamental dans sa stratégie de libéralisation. Toutefois, le pays reste fermement attaché au système commercial multilatéral, auquel il participe activement.

2. Les politiques d'ouverture en matière de commerce et d'investissement, conjuguées à une gestion macro-économique judicieuse, sont les piliers qui étayaient la vigoureuse croissance économique du Chili et sa capacité d'appliquer des mesures anticycliques en réponse à la crise financière mondiale actuelle. Cependant, il pourrait être bénéfique de réexaminer, en vue de les modifier, des mesures telles que l'imposition de droits composites sur certains produits agricoles, l'interdiction d'importer certains produits usagés et la prescription de réciprocité pour un petit nombre d'activités.

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

3. Entre 2003 et 2008, l'économie chilienne a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4,8%, alimentée par une demande intérieure vigoureuse et, dans une moindre mesure, par l'accroissement des exportations. Cependant, sous l'effet de la crise économique mondiale, l'économie a ralenti à partir du milieu de 2008 et est entrée dans une phase de repli au premier semestre de 2009. Fruit d'une croissance économique soutenue, le revenu par

habitant du Chili – environ 10 000 dollars EU – figure parmi les plus élevés de l'Amérique latine. Par ailleurs, le Chili a appliqué sur le plan intérieur des politiques axées sur une plus large répartition des avantages du commerce; grâce à ces politiques et à la durabilité de la croissance, le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombé de 21% en 2000 à 14% en 2008.

4. Le Chili applique un régime de taux de change flottant. La politique monétaire, dont l'objectif est de maintenir le taux annuel d'inflation entre 2 et 4%, a généralement permis de maîtriser l'inflation. La politique budgétaire vise à préserver l'excédent structurel grâce auquel le pays a pu disposer d'une marge de manœuvre pour affronter la crise mondiale actuelle. Le Chili a donc pu adopter à partir de 2008 une politique budgétaire expansionniste, utilisant à cette fin les actifs publics qu'il avait accumulés lorsque les prix des produits de base étaient élevés. La conjonction d'une politique macro-économique judicieuse et de l'ouverture commerciale lui a permis de tirer parti de la spécialisation économique, tout en atténuant les éléments de vulnérabilité qui vont de pair avec cette spécialisation.

5. Durant une bonne partie de la période considérée, le compte extérieur courant du Chili a dégagé un solde positif principalement attribuable à l'excédent de la balance commerciale. Les exportations ont été dominées par les produits primaires, qui représentaient en 2008 environ 87% des exportations totales de marchandises. Les principaux partenaires commerciaux du Chili sont l'Union européenne et les États-Unis. La balance chilienne des services est demeurée déficitaire, notamment en ce qui concerne les services financiers et les assurances. Les entrées d'investissement étranger direct, qui occupent traditionnellement une place importante dans l'économie chilienne, équivalaient en 2008 à environ 3% du PIB. Les principaux secteurs qui en ont bénéficié sont les industries extractives, l'électricité et les communications.

2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

6. Depuis le précédent examen, le Chili n'a pas apporté de changements fondamentaux à sa politique commerciale, dont l'objectif consiste encore, selon les autorités, à approfondir l'intégration du pays dans l'économie mondiale dans un contexte de règles stables et avec des politiques qui contribuent à renforcer l'équité sociale.

7. Le Chili participe activement aux travaux de l'OMC et aux négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Il estime qu'on doit continuer de renforcer le système commercial multilatéral et que certaines questions inscrites au programme concernant le commerce, comme l'élimination des subventions à l'agriculture, ne peuvent être résolues qu'au niveau multilatéral. Durant la période examinée, il a présenté des notifications périodiques à l'OMC. Il a participé à diverses procédures de règlement de différends, en qualité de défendeur dans quatre affaires, en qualité de plaignant dans trois affaires et en qualité de tierce partie dans onze autres. Il n'est partie à aucun des accords plurilatéraux de l'OMC.

8. L'un des traits les plus distinctifs du régime de politique commerciale du Chili est la place de choix qui est faite aux ACR. Au milieu de 2009, le Chili comptait 21 ACR en vigueur avec 57 partenaires commerciaux, dont 13 accords conclus avec 18 partenaires durant la période examinée. Par voie de conséquence, plus de 92% des échanges mondiaux de marchandises du Chili s'effectuent avec des partenaires préférentiels. Comme pour d'autres Membres de l'OMC, l'effet économique global des ACR est complexe. Dans le cas du Chili, le fait qu'il reste un fervent défenseur du système commercial multilatéral tempère les préoccupations que suscite son réseau d'ACR vaste et en expansion.

9. Le Chili considère que l'investissement étranger est essentiel à la croissance et celui-ci fait donc partie intégrante de sa politique d'ouverture économique. Il accorde le traitement national aux investisseurs étrangers, sauf quelques rares exceptions dans les secteurs tels que la pêche, le transport aérien et maritime et les services audiovisuels. Il compte un grand nombre d'accords bilatéraux en vigueur qui visent à promouvoir et à protéger les investissements étrangers et à éviter la double imposition.

3) ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES MARCHANDISES

10. Depuis le précédent examen, le Chili a continué d'adopter des mesures axées sur la facilitation des échanges et la modernisation douanière, y compris une nouvelle réglementation sur l'évaluation en douane. Par suite des réductions tarifaires unilatérales auxquelles il a procédé, il applique depuis 2003 un droit NPF unique de 6%, avec quelques exceptions qui amoindrissent dans une certaine mesure la simplicité et la neutralité notables de sa structure tarifaire. Ces exceptions sont les suivantes: un taux de 12,5% pour les produits avicoles, un système de fourchettes de prix appliqué à un petit nombre de produits agricoles et une surtaxe de 50% s'appliquant à la quasi-totalité des produits usagés. Le tarif NPF appliqué aux produits avicoles a été porté à 25% par suite de l'ACR conclu avec les États-Unis, mais il fait à nouveau l'objet d'une réduction progressive qui le ramènera à 6%. Le droit nul appliqué à certains biens d'équipement réduit la protection tarifaire nominale, mais il augmente la protection effective des produits finals.

11. Les tarifs NPF appliqués au blé, à la farine de blé et au sucre varient selon les prix internationaux, en vertu du système de fourchettes de prix appliqué à ces produits; les prix élevés ayant prédominé ces dernières années, l'utilisation de ce système n'a apparemment pas engendré des tarifs supérieurs au taux général de 6%. Deux groupes spéciaux ont constaté que le système

des fourchettes de prix était incompatible avec les règles de l'OMC. Un projet de loi est en cours d'élaboration, qui devrait mettre le système en conformité avec les règles de l'OMC en instaurant un tarif composite fixe; la modification proposée augmenterait la protection tarifaire par rapport au niveau qui a été appliqué, de fait, ces dernières années.

12. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées, à 25% pour la plupart; pour plusieurs produits agricoles, les droits sont consolidés à 31,5%. Le Chili a renégocié le tarif consolidé applicable au sucre; ce tarif a été porté à 98%, et un contingent tarifaire a été instauré en 2002. Même si, dans la pratique, les taux de droits appliqués sont demeurés stables, l'abaissement des taux consolidés assurerait une plus grande certitude pour les partenaires NPF.

13. Le Chili applique à diverses opérations d'importation d'autres impositions dont certaines sont *ad valorem*. Les importations sont assujetties aux mêmes impositions internes que les produits nationaux, notamment la taxe à la valeur ajoutée (TVA) de 19%. Certains produits comme les boissons alcoolisées, les produits du tabac, les véhicules et les bijoux sont frappés de taxes spéciales à la consommation. Depuis le précédent examen, effectué en 2003, le Chili a éliminé la redevance aéronautique et la redevance de dédouanement.

14. Le Chili n'applique pas de restrictions quantitatives à l'importation ni de régimes de licences d'importation. Toutefois, il interdit, entre autres, l'importation de la plupart des véhicules automobiles usagés ainsi que des pneumatiques usagés et rechapés (sauf ceux qui sont montés sur jante). Instaurée initialement pour venir en aide à l'industrie nationale d'assemblage de véhicules, l'interdiction d'importer des véhicules automobiles usagés est maintenue, apparemment, pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement. L'interdiction d'importer des pneumatiques usagés et rechapés vise des objectifs de santé publique. Il serait utile d'envisager des

mesures moins restrictives pour le commerce que l'interdiction totale d'importer des véhicules et des pneumatiques usagés, pour atteindre les mêmes objectifs. Également pour des raisons de sécurité, de santé et de protection de l'environnement, le Chili soumet certaines importations à des formalités administratives.

15. En janvier 2009, le Chili comptait une seule mesure antidumping en vigueur. Durant la période à l'examen, il a instauré deux mesures antidumping (visant la farine de blé) et trois mesures de sauvegarde (visant la farine de blé et certains produits laitiers); certaines de ces mesures ont été attaquées en vertu des règles internationales. Toutefois, en établissant des durées d'application brèves, la législation du Chili semble ralentir le recours aux mesures commerciales contingentes à des fins protectionnistes. Par ailleurs, le Chili préconise des disciplines multilatérales plus strictes dans l'application de ce type de mesures, et dans divers ACR il est convenu à titre réciproque de ne pas y recourir.

16. Depuis 2003, le Chili n'a apporté aucun changement important au cadre juridique et institutionnel qui régit l'adoption et l'application des règlements techniques ou des mesures sanitaires et phytosanitaires. Ce cadre a pour objectif de garantir l'absence de discrimination et la transparence, bien qu'il n'y ait pas de directives générales pour l'élaboration et la notification des mesures sanitaires et phytosanitaires. Durant la période considérée, le Chili a présenté de nombreuses notifications sur les deux types de mesures; dans un petit nombre de notifications de mesures SPS, le délai accordé pour la présentation des observations était plus bref que le délai recommandé par les règles multilatérales.

4) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LES ÉCHANGES

17. Le Chili met en œuvre divers programmes de promotion des exportations qui offrent des facilités administratives pour le paiement et le remboursement des droits

d'importation et de la TVA. Durant la période considérée, il a progressivement éliminé certains volets de ces programmes qui, selon des notifications antérieures, constituaient des subventions à l'exportation. Divers programmes publics de financement et de garantie sont aussi offerts aux exportateurs, principalement aux petites et moyennes entreprises. Le Chili n'applique pas d'impositions à l'exportation.

18. Le Chili compte de nombreux autres programmes d'incitations qui, pour la plupart, ne sont pas limités à des secteurs particuliers; il s'agit plutôt de mesures horizontales axées sur les petites et moyennes entreprises, l'innovation technologique ou le développement régional. En général, les incitations prennent la forme d'avantages fiscaux, d'un financement pour l'investissement et la recherche-développement et d'une aide à la gestion des entreprises.

19. Le Chili a opéré des réformes importantes dans son cadre de politiques en matière de concurrence, notamment en créant un tribunal de la concurrence dans le but d'accroître l'autonomie du système. En juillet 2009 sont entrées en vigueur d'autres réformes qui visent à renforcer les pouvoirs d'enquête de l'autorité chargée de la concurrence, en particulier contre les cartels.

20. Le Chili n'a pas signé l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, mais il a le statut d'observateur auprès du Comité correspondant de l'Organisation. Depuis 2003, il a procédé à des réformes significatives afin d'améliorer la transparence et l'efficacité des marchés publics, spécialement en promulguant une nouvelle législation et en instaurant un système électronique de passation des marchés. Les réformes ont élargi la participation au système de marchés publics. Il n'y a pas de discrimination fondée sur l'origine entre les produits, les services ou les fournisseurs. Les marchés des entreprises d'État et les marchés de travaux publics sont régis par des réglementations différentes.

21. Le Chili a aussi réformé son régime de propriété intellectuelle pour le renforcer et le mettre en adéquation avec ses engagements internationaux. À certains égards, la législation chilienne va au-delà des obligations définies dans l'Accord sur les ADPIC; il en est ainsi, par exemple, de certains aspects de la protection du droit d'auteur et de la propriété industrielle. Le Chili a notifié à l'OMC les modifications apportées à sa législation.

5) POLITIQUES SECTORIELLES

22. Le secteur agricole a conservé une grande importance dans le développement économique du Chili, car il contribue à l'expansion et à la diversification de ses exportations. En général, le soutien que reçoit le secteur est d'un niveau modeste, et les aides, principalement dirigées vers les petits agriculteurs, ne comportent pas de mesures fondées sur la production. Toutefois, le Chili a eu recours à des mesures commerciales contingentes pour protéger les producteurs nationaux de blé, de farine de blé et de certains produits laitiers. En outre, le système de fourchettes de prix qu'il applique au blé, à la farine de blé et au sucre engendre une protection tarifaire qui peut être inversement proportionnelle aux cours mondiaux de ces produits. Ces mesures ne concordent pas avec les politiques économiques générales du pays et peuvent entraver la réaffectation des ressources en faveur d'activités qui, à long terme, contribueraient à relever les niveaux de vie.

23. Le Chili est parvenu à stabiliser la production du secteur de la pêche. L'aquaculture a gagné en importance et représente actuellement les deux tiers des exportations de produits halieutiques, même si elle est confrontée à de sérieux problèmes sanitaires. Les étrangers doivent se conformer à des prescriptions en matière de résidence et d'établissement pour pouvoir investir dans les activités de pêche ou d'aquaculture, et les entreprises doivent avoir des capitaux majoritairement chiliens ou être établies dans des pays qui accordent la réciprocité de traitement au Chili.

24. Le secteur minier, favorisé par les prix élevés des minéraux durant une bonne partie de la période qui s'est écoulée depuis 2003, a renforcé sa position en tant que principale source de recettes d'exportation et principal bénéficiaire des investissements étrangers. L'État y conserve un rôle fondamental comme opérateur, principalement pour la production du cuivre. Durant la période examinée, le Chili a instauré une nouvelle taxe sur l'activité minière. La règle en vertu de laquelle les principales sociétés minières fournissent une certaine quantité de cuivre raffiné au secteur manufacturier national demeure en vigueur; dans la pratique, la quantité fournie ne représente qu'une proportion très restreinte de la production chilienne de cuivre.

25. Dans le secteur manufacturier, qui demeure une importante source de valeur ajoutée et d'emplois, la productivité s'est accrue. Cela résulte en partie de la stratégie de développement du Chili, qui repose sur la libéralisation du commerce et la neutralité intersectorielle. Le secteur continue de faire un usage intensif des ressources naturelles, tirant ainsi parti de l'avantage comparatif du pays.

26. Le Chili est largement tributaire des importations d'énergie pour assurer la consommation intérieure et, ces dernières années, les restrictions aux fournitures étrangères de gaz ont pesé sur ses résultats économiques. Il est intervenu sur le marché intérieur de l'énergie pour stabiliser les prix de certains combustibles, probablement à un coût budgétaire considérable; de plus, il est en train d'adopter des politiques visant à garantir des approvisionnements énergétiques durables à long terme.

27. Le Chili a pris des engagements spécifiques dans cinq des 12 secteurs de l'AGCS. Il a adopté le cinquième Protocole sur les services financiers et le quatrième Protocole sur les télécommunications de base, en plus d'accepter le Document de référence sur les principes de réglementation en matière de télécommunications; toutefois, il n'a pris aucun engagement en matière de

télécommunications locales de base. D'une manière générale, les dispositions de la législation chilienne en ce qui concerne l'accès aux marchés sont nettement plus libérales que les engagements souscrits par le Chili dans le cadre de l'AGCS.

28. Depuis 2003, aucun changement important n'a été apporté au cadre juridique qui régit le secteur des télécommunications. Les concessions visant la fourniture des services publics de télécommunication sont accordées à des entreprises constituées au Chili, indépendamment de l'origine des capitaux. Toutefois, les concessions concernant la radiodiffusion sonore en réception libre sont accordées aux entreprises possédant plus de 10% de capital étranger uniquement si le pays d'origine offre la réciprocité aux entreprises chiliennes. En général, les tarifs sont déterminés par le marché, sauf dans les cas où une entreprise occupe une position dominante dans un secteur assujéti à des tarifs maximaux. Les tarifs d'interconnexion sont également fixés par voie législative.

29. Le secteur financier du Chili présente un degré élevé de diversification et d'intégration internationale. Les compagnies d'assurance et les banques étrangères peuvent fournir des services au Chili par l'entremise de sociétés constituées dans le pays ou de succursales dotées de capitaux distincts, qui peuvent mener les mêmes activités que les entreprises nationales. Pour des motifs d'intérêt national, il faut une approbation pour acquérir plus de 10% du capital d'une banque. Depuis 2007, les compagnies d'assurance étrangères peuvent établir des succursales; depuis cette même année, le Chili autorise également la commercialisation directe des assurances de transport maritime et aérien international et de l'assurance des marchandises en transit, mais cette autorisation ne vaut que pour les entreprises des pays avec lesquels il a conclu un accord à cet effet.

30. Le Chili applique une politique de "ciel ouvert" fondée sur la réciprocité. Il a conclu 43 accords bilatéraux en matière de transport aérien, qui prévoient divers degrés d'ouverture. Dans le domaine du transport maritime, le cabotage est réservé aux navires immatriculés au Chili, sauf quelques exceptions. Pour qu'un navire soit immatriculé au Chili, au moins 50% de son capital doit appartenir à des particuliers ou des entreprises du pays. En fonction des considérations de réciprocité, certaines opérations de transport maritime international peuvent être assujetties à des dispositions sur le partage des cargaisons et à une taxe spéciale. Dans l'octroi de concessions pour l'administration des ports et aéroports, il n'est pas imposé de restrictions à la participation étrangère.

31. Il faut détenir un titre professionnel valide pour exercer au Chili une profession

réglementée comme le droit, l'ingénierie ou la comptabilité. Les diplômes étrangers doivent être validés par l'Université du Chili ou reconnus en vertu d'un accord international de reconnaissance mutuelle conclu par le pays. Seuls les ressortissants chiliens et les étrangers qui ont effectué leurs études de droit au Chili peuvent plaider devant les tribunaux chiliens. Cependant, les consultants juridiques étrangers peuvent fournir des services de conseil sur la législation internationale ou étrangère. Les ingénieurs titulaires d'un diplôme étranger et qui sont engagés par contrat pour effectuer des travaux au Chili doivent obtenir une autorisation temporaire du Collège des ingénieurs. Les comptables titulaires d'un diplôme étranger peuvent établir un cabinet de conseil au Chili, mais ils doivent être associés à au moins une personne titulaire d'un diplôme valide lui permettant d'exercer la profession dans le pays.